

Les Journalistes & les Médias : éternels boucs émissaires ?



Depuis le début du mouvement des « Gilets Jaunes », plusieurs agressions sur journalistes ont été recensées : que ce soit des insultes ou des attaques physiques, comme en témoigne le groupe Facebook *Paye-toi un journaliste*, une recrudescence de faits violents a été de mise ces derniers mois. Le groupe BFM a été, notamment, la victime des ardeurs mécontentes des manifestants début janvier, ce qui l'a conduit à boycotter, pendant une journée, toute information relative au mouvement. Voilà bien d'ailleurs l'un des paradoxes profonds des contestataires : les chaînes d'information en continu (BFM-TV, CNews, franceinfo ou encore LCI), qui ont pourtant contribué – logiquement – à la médiatisation du mouvement, sont sans cesse par lui décriées. Suppôts du pouvoir en place, vendus aux lobbys, pas à l'écoute des Français... Les récriminations qui leurs sont intimées sont multiples, et on leur préfère, au sein des « Gilets Jaunes », des médias moins traditionnels comme *Brut.*, ou bien encore les réseaux sociaux, au risque de propager des *infox*, qui ont été nombreuses tout au long des manifestations. Cette défiance n'est cependant, au vu des études Kantar Sofres réalisées depuis 1987 et qui évaluent le niveau de confiance des Français dans les médias traditionnels, pas récente. En effet, ces études témoignent d'une confiance fluctuante dans la télévision et les journaux, qui depuis 2015 n'a presque que chuté – la radio bénéficie quant à elle d'un taux de confiance qui n'est jamais descendu en deçà de 50 %. Pourtant la presse, considérée longtemps comme le *quatrième pouvoir*, n'a bien évidemment pas toujours eu cette mauvaise réputation auprès de la classe moyenne qui aujourd'hui encore est dans la rue. En effet, celle-ci a été décriée par le pouvoir en place pendant plusieurs décennies et était considérée comme le véritable contrepouvoir par lequel on pouvait exprimer son désaccord avec ce qui se faisait, ce qui se pensait. Alors, que s'est-il passé ? Les journalistes et, au-delà, les médias, ont-ils toujours été les boucs émissaires tantôt du pouvoir, tantôt d'une population contestataire ? Quatre personnalités du paysage médiatique et journalistique français s'interrogent autour de cette question dans des tribunes au Monde les 11 et 12 janvier 2019.

Géraldine Muhlmann, professeur de science et de philosophie politique à Paris II-Panthéon-Assas et animatrice sur l'exercice 2011-2012 de l'émission *C politique* sur France 5, estime que *la haine des journalistes est aussi ancienne que le journalisme*. Simplement, la nature de cette haine s'est modifiée au cours des dernières décennies. *La haine la plus « classique », profonde, était, depuis le XIX^{ème} siècle, dirigée contre la presse d'information, et était celle d'élites attachées à un certain ordre social, des élites qui craignaient ce regard (l'œil du peuple, comme disait Karl Marx) neuf lancé tous azimuts sur la société. Et, l'ancêtre de l'information moderne, cette nouvelle presse de masse et qui publiait, en plus des opinions, des histoires du monde présent, allait trouver son incarnation dans un nouveau « personnage » : le reporter.*

Cette haine n'était pas neuve. Elle découlait de celle que nourrissait, au XVIII^{ème} siècle, l'aristocratie conservatrice des Lumières à l'égard de la plèbe et qui s'était par la suite étendue aux bourgeois craignant de voir leur patrimoine renversé dans de possibles révolutions. Et quand ces révolutions avaient eu lieu, *la presse n'était jamais loin*. Marat, Hébert, Desmoulins, et autres noms de la Révolution de 1789 tenaient chacun un journal, rappelle la politologue. Soixante-dix journaux se sont même créés durant les soixante-dix jours de la Commune de Paris, ajoute-t-elle, avant de déduire que *l'imaginaire contre-révolutionnaire a, pour longtemps, et dans l'angoisse, associé la presse aux barricades*.

De fait, la haine qui était portée à la presse par certains gens était si profonde que même ceux qui, comme Zola en 1889, *critiquaient certaines formes de journalisme se sentaient obligés de préciser* qu'ils étaient « *pour et avec la presse* ». Toutefois cette haine a su aider *le journalisme moderne à définir son rôle en démocratie*, créant pour lui un idéal à réaliser, un but : rendre *le peuple visible au peuple*. Ainsi le journalisme s'était-il ancré comme du côté du peuple, malgré les crises, contre l'ordre établi.

Ce qui lui a permis de ne jamais sombrer suite aux coups portés dans *les manifestations hostiles*, qui, par le passé, n'appréciaient que peu le regard libre et imprédictible du reporter, et ce même chez *les militants du « peuple »* – en 1937, George Orwell avait été dépêché par *la gauche anglaise observer les ouvriers du Nord de l'Angleterre* et avait rédigé un texte qui avait fort déplu à ses commanditaires : il y relatait *la crasse, l'hygiène déplorable au sein de la misère ouvrière, soit tout ce que l'idéalisation militante renvoyait à des préjugés « petit-bourgeois » et préférait ne pas voir*.

Un nouveau problème ne tarda cependant pas à se poser pour les journalistes : si leur rôle est de tout montrer, de *faire voir*, comment échapper au *spectaculaire* ? Une question sérieuse qui a déjà inquiété Rousseau ou Guy Debord.

Mais toutes ces critiques *pouvaient être discutées, travaillées*, ce qui forçait tout journaliste à retravailler son propos, à *l'amender*, à *l'assumer*, et ainsi conserver le journalisme, dans l'imaginaire collectif, comme étant *au service du peuple* – malgré les risques et les problèmes de la profession. « *On public duty* », *pour reprendre les mots d'un reporter américain du XIX^e siècle qui, à ce titre, demandait à la police de le laisser accéder à une scène de crime*. Se détacher, même dans la *perception générale* du métier, de ce concept, court-circuiterait dès lors la raison d'être du journalisme.

Or voilà, c'est bien ce qui se passe dans nos démocraties occidentales, constate la journaliste, qui ajoute que sa profession n'est désormais plus haïe par les élites pour être au service du peuple mais bien l'inverse. Les critiques envers le journaliste ont changé. Désormais, les « *militants* » *ne dénoncent plus [...] le guetteur ou le flâneur qui ne regarde pas toujours comme il devrait (selon eux)* mais bel et bien un ennemi. Un ennemi structurel. Le spectacle offert par les journalistes deviendrait le nouveau *panem et circenses* offert par le pouvoir pour distraire le « *peuple* » – et cette idée persiste quelles que soient les bonnes intentions du journaliste.

En effet, alors même qu'hier lorsque le journalisme travaillait « *mal* » (disons qu'il n'analysait pas tout ce que la population lui offrait à analyser – qu'il s'embourgeoisait), demeurait pour lui une certaine forme de respect. Dorénavant, même si le travail est bien fait, le journalisme est regardé comme pouvant *servir souterrainement les seules « élites »*.

Les journalistes ne sont pourtant pas que des victimes : ils ont *une part de responsabilité dans la genèse de cette situation* selon Mme Muhlmann. Manque d'autocritique, oubli des idéaux, pas de travail pour éviter l'embourgeoisement de leur regard... Les raisons sont multiples pour expliquer cette nouvelle défiance. La politologue rappelle ensuite l'article de Florence Aubenas du Monde du 15 décembre 2018, où elle notait

que les « Gilets Jaunes » *ont soudain rendu visibles des parties de la population qui, depuis longtemps, étaient devenues invisibles.*

Et pourtant. Dans les décennies de 1960 et 1970, le journalisme avait tenté de faire peau neuve, que ce soit avec le *new journalism* aux États-Unis ou *l'aventure Libération*, et avait ainsi essayé de lutter contre les conformismes du regard, de *voir au-delà, voir plus*. Le métier s'est vu changé, influencé. Mais *la presse actuelle va mal*, et son financement met *beaucoup de pression aux rédactions. Les temps sont rudes pour l'inventivité journalistique.*

La situation n'est pas uniquement due au journalisme pour autant, mais résulte d'*un long oubli politique général de la question des inégalités*, engendrant ainsi le climat actuel, traquant sans relâche les odieuses « élites », camouflées *dans tel commentaire, dans tel regard*. Bien des facteurs expliquent sans excuser le complotisme sous-jacent dans les milieux contestataires, qui aujourd'hui se définit tant des ennemis (les journalistes « officiels », traditionnels) tout en s'offrant une cohorte *d'étranges amis (telle chaîne russe, telle chaîne YouTube proposée par un ancien proche d'Alain Soral)*... Quand donc, s'interroge la journaliste, les « Gilets Jaunes » *en finiront-ils avec cette grimace, qui ne les résume pas ?*

Alexis Lévrier, maître de conférences à l'université de Reims, chercheur associé au Gripic¹ (Celsa Sorbonne université) et spécialiste de l'Histoire du journalisme et des médias, formule un constat semblable à celui de Mme Muhlmann : la haine des médias n'a rien d'inédit. Cependant il s'essaye à trouver d'autres pistes de réflexion quant à une explication possible de cette haine.

L'inventaire dressé par M. Lévrier est affligeant. Sièges de rédactions, quotidiens forcés d'empêcher leur parution, agression de journalistes en pleine rue... Le bilan est lourd et n'a cessé d'augmenter depuis le début du mouvement. Depuis la radicalisation du mouvement, *injurier ou frapper des reporters semble même être devenu l'équivalent d'un rituel*. À Rouen où à Toulouse, certains journalistes ont même dû faire face à des tentatives de « lynchage » dit-il.

Quelles sont donc les origines de cette profonde animosité ? On la trouverait dès le commencement, selon le chercheur, qui estime que *les journalistes ont ainsi d'emblée été jugés trop serviles par le public, mais trop libres par le pouvoir politique*, sans soutien autre qu'eux-mêmes – les milieux littéraires voyaient en eux de possibles rivaux et les honnissaient au plus haut point : *Voltaire a, par exemple, manifesté jusqu'à sa mort une aversion presque obsessionnelle pour cette profession.*

Et jamais ce flot de haine n'a semblé tarir, même au XIX^{ème} siècle, pourtant âge d'or de la presse écrite, où les journalistes *ont continué à être comparés à des criminels, à des brigands ou à des filles de joie*. Aussi les actuels « journalopes », « presstitués » ou « merdias » ne sont-ils que les reliquats, certes actualisés, *d'un imaginaire ancien*. À la même époque, même Balzac, pourtant fortement dépendant de la presse et des journaux, écrivit dans sa *Monographie de la presse parisienne* que « *si la presse n'existait pas, il faudrait ne pas l'inventer* ».

Les actuels détracteurs manifestent toutefois une aversion plus prononcée pour les chaînes d'information en continu, remarque-t-il, et plus généralement pour *les médias audiovisuels*. Le nuage de Tchernobyl en 1986, les charniers de Timisoara en 1989, et bien

¹ Groupe de recherche interdisciplinaire sur les processus d'information et de communication

évidemment la « guerre propre » en Irak l'année suivante sont autant de faits qui ridiculisent la profession journalistique et la rendent douteuse aux yeux des téléspectateurs.

M. Lévrier s'appuie ensuite sur le baromètre du Cevipof, publié tous les ans depuis 2009 et qui évalue la confiance des Français dans les organisations. Les médias, à 24 %, seraient avec les partis politiques (12 %), les moins dignes de confiance, les plus discréditées aux yeux des Français.

Au vu de ces données, *il n'y a rien d'étonnant à ce que les « gilets jaunes » privilégient les réseaux sociaux et autres médias alternatifs, pourtant eux-mêmes sérieusement discutables. Cela n'est pas nouveau non plus, et s'inscrit dans l'une des aspirations de presque tous les grands mouvements insurrectionnels, à savoir contourner la presse traditionnelle en choisissant d'autres modes de communication, plus directs : c'est alors l'avènement de Facebook. En effet, le réseau social a permis aux « Gilets Jaunes » tant de remédier au sentiment d'invisibilité qu'ils ressentaient que de pouvoir faire une prise de parole collective, horizontale et accessible.*

Reste que cette défiance est paradoxale. Leur rejet de la télévision vise presque essentiellement la chaîne BFM-TV *alors que cette chaîne a été conçue, dès sa création, comme un média populaire : les « gilets jaunes » conspuent donc une chaîne dont ils sont le cœur de cible et qui, comme ses concurrentes, accorde une place considérable à leur mobilisation...* Effectivement, rares sont les mouvements sociaux qui, ces dernières années, ont été autant médiatisés que les « Gilets Jaunes » – quitte à ce que les chaînes risquent la surmédiatisation.

De toute manière, ces diffusions ont considérablement augmenté leurs audiences respectives. *Un jeu de fascination réciproque* naîtrait donc entre médias et « Gilets Jaunes » : honnis par ceux-ci, ceux-là continuent de leur offrir, chaque samedi, une couverture équivalente à une *caisse de résonance à nulle autre pareille.*

Les brutalités infligées aux journalistes sont, pour M. Lévrier, trop nombreuses et surtout trop systématiques pour être excusables. Les responsables politiques, quel que soit leur bord, portent une responsabilité dans *la transformation des reporters envoyés sur le terrain en boucs émissaires de l'exaspération sociale*, assène-t-il. En effet, les politiciens ont trop souvent tendu, *par facilité ou par idéologie*, à désigner la presse comme responsable auprès de la *vindicté populaire*. Ajoutons aussi qu'une critique radicale de la presse, émergée à la fin du siècle dernier, a pu influencer sur (au moins une fraction de) « Gilets Jaunes ».

Certes, les reproches qu'ils formulent à l'encontre de la presse ne peuvent être jugés illégitimes : *plateaux de télévision trop uniformes, éditorialistes coupés de la réalité qu'ils sont censés décrire*, la crise a été révélatrice de certaines failles de la presse, témoignant bien de leur « reprochabilité » – ils devront répondre à la remise en cause dont ils sont l'objet.

Le mal est donc à éliminer à la source, en modifiant *le recrutement des écoles de journalisme* selon lui, qui, malgré une récente (mais lente) prise de conscience peine à se réinventer et engourdit le monde journalistique par manque *de diversité sociale, ethnique ou géographique*. L'autocritique dont le journalisme doit faire preuve ne doit pas l'empêcher pour autant de *tenir un discours de vérité*, et, tout particulièrement, de mettre en garde contre le *mirage de l'horizontalité* offert par Facebook.

C'est en effet sur le réseau de Mark Zuckerberg bien plus que sur Twitter que pullulent et métastasent les rumeurs et les théories du complot dans les groupes fermés de « Gilets Jaunes » puisque depuis la réforme de l'algorithme en janvier 2018, *les contenus journalistiques ont été marginalisés dans les fils d'actualité au profit de conversations entre amis partageant les mêmes centres d'intérêt.*

Il faut donc combattre la vision du journalisme du mouvement, pense Alexis Lévrier, qui estime que, pour les « Gilets Jaunes », la presse ne trouve grâce à *leurs yeux que lorsqu'elle accepte d'être réduite au rôle d'adjuvant ou de compagnon de route*, à l'image du média en ligne *Brut.*, qui chaque samedi poste, sous la forme de longues vidéos filmées en direct, une forme de compte-rendu des mobilisations. Ainsi les « Gilets Jaunes » feraient-ils l'amalgame entre journalisme et communication puisque, selon eux, le reporter idéal devrait se contenter d'accompagner le mouvement social sans poser le moindre regard critique.

Ce qui frappe le plus le chercheur, c'est l'*étonnante naïveté* dont font preuve les manifestants *dans leur rejet des médias traditionnels*. Le 5 janvier 2019, soit « l'acte VIII », des « Gilets Jaunes » se sont en effet réunis devant le siège de l'AFP (Agence France Presse) y scander des *slogans hostiles*, alors que dans le même temps ils ne manquent pas de manifester leur soutien au média russe *Russia Today* quand ils croisent ses reporters dans les rues parisiennes, pourtant eux bel et bien contrôlés par l'État russe...

Pourquoi ce paradoxe ? Pourquoi cette absurdité dans le comportement des « Gilets Jaunes » ? Car c'est bien absurde que d'accuser de partialité l'une des agences de presse les plus reconnues au monde et *a contrario* de faire confiance à *une chaîne financée par Vladimir Poutine, qui ne recule devant aucune manipulation pour déstabiliser les démocraties occidentales*. Cette question reste ouverte pour Alexis Lévrier, qui ne peut que constater vers où une *détestation systématique du journalisme* peut conduire. Dans une lutte aveugle contre un soi-disant système oligarchique de la presse française, les contestataires deviennent *les victimes consentantes d'un régime politique infiniment moins recommandable*.

Ces propos, certes intéressants et certes discutables, notamment par rapport aux propos tenus sur la possible influence de la Russie et de ses médias sur nos contestataires, ne restent qu'un constat, sans réelle proposition de changement pour autant, si ce n'est le recrutement des écoles de journalisme à modifier. La troisième tribune tente pour sa part d'apporter des solutions à cette crise de défiance sans précédent, ce qui n'est pas étonnant car elle est signée Vincent Lanier, journaliste au Progrès (quotidien régional centré sur Lyon métropole et les départements limitrophes) et secrétaire général du Syndicat National des Journalistes.

« À la solde du pouvoir », « aux ordres de leurs patrons milliardaires » ou, à l'inverse, « *trop complaisants* » à l'égard des manifestants, les critiques pleuvent sur les médias, créant, avec les nombreuses prises à partie, interpellations dans la rue voire encerclements, un concert de *violence décomplexée*. Obligeant les médias à adopter des mesures de sécurité pour garantir à leurs reporters une certaine protection, les *menaces, intimidations verbales et insultes sur les réseaux sociaux* – hélas le triste quotidien de notre III^{ème} millénaire – se sont additionnées des *agressions physiques*, pour former une déplorable *escalade de la haine*.

Tous ces faits sont condamnés avec la plus extrême fermeté par le SNJ, assure le journaliste, qui voit – à raison – en cette escalade des exactions *indignes d'une démocratie*. Un *mauvais vent* souffle sur la liberté de la presse, estime-t-il, quand en 2019 des journalistes se voient contraints d'avoir la protection d'un vigile pour aller couvrir une manifestation et de taire leur appartenance à tel ou tel média (notamment, on l'a vu, pour BFM-TV – un journaliste de la chaîne confiait d'ailleurs à l'un de ses collègues des Inrocks *qu'en ce moment, ce n'est pas rare de voir un homme qui ressemble à ton père, sûrement sympa, te traiter d'enc*lé parce que tu bosses chez BFM-TV*).

Voter à main levée, dans la rue, pour savoir si oui ou non le journaliste est habilité par les manifestants à les suivre, bloquer la parution d'un journal en raison d'un article ayant déplu sont des révélateurs d'une crise profonde qui ne touche pas seulement la presse, ou son pluralisme, mais bien la démocratie dans son ensemble.

Bien entendu, porter un regard critique sur la presse est quelque chose de sain, logique et légitime, admet volontiers M. Lanier, qui reconnaît aussi qu'ils ont leur part de responsabilité dans la défiance dont ils sont les victimes, notamment dans les *dérapages médiatiques* ou dans les opinions d'éditorialistes *qui n'engagent qu'eux-mêmes*, mais rien ne saurait excuser les violences dont ses *confrères et consœurs*, à qui le SNJ apporte son soutien le plus total, sont les cibles.

Le fait est que cette violence est d'autant plus incompréhensible que jamais un mouvement social n'avait bénéficié d'une telle couverture médiatique, rappelle-t-il à l'instar des deux auteurs des tribunes précédentes. Mais lui nous dit savoir d'où vient cette haine. Elle vient de la « *trumpisation* » et du « *médiabashing* » auxquels se sont adonnés nos politiques dans le débat public, soufflant sur des braises qui ne demandaient qu'à prendre. Il n'y a aucun besoin de chercher plus loin.

N'oublions pas non plus, nous dit le syndicaliste, que les dérapages violents des « Gilets Jaunes » ne doivent pas occulter les violences policières dont les journalistes ont été victimes. Et d'asséner que bien des reporters, vidéastes, journalistes, caméramans de France et d'ailleurs, ont pu être mis en danger par l'usage de Flash-Balls tirés au niveau du visage sous couvert d'un maintien de l'ordre utilisant toujours des grenades *potentiellement létales*.

Les journalistes ne peuvent donc accepter de devenir les boucs émissaires et les *punching-balls* de la société dans cette crise, sans compter qu'ils se retrouvent confrontés à *une dégradation constante* de leurs conditions de travail et à *la précarisation galopante* de leur métier.

Bien entendu, en tant que *syndicalistes et citoyens*, les journalistes peuvent se sentir proches de certaines aspirations des « Gilets Jaunes », reconnaît Vincent Lanier qui estime également qu'il faut défendre la justice sociale face à un pouvoir *aux abois* qui est en train d'envoyer la société dans le mur.

Mais le SNJ reste persuadé que ce n'est certainement pas par la répression ou par des *lois liberticides* (fichage des manifestants causeurs de troubles, limitation du droit de manifester, etc.) que la crise peut se régler. Aussi le syndicat appelle-t-il à *un sursaut citoyen*, tant chez les « Gilets Jaunes » qui se réclament de la citoyenneté, que dans l'ensemble de la population. Ce sursaut doit toucher toute la classe politique, les patrons des médias, les directions et hiérarchies qui tendent à la *complaisance* et au *sensationnalisme*, et qui, pour leur sacrosainte course à l'audience, délaissent toute réflexion journalistique. Plus que jamais, le journalisme doit prendre du recul, *en toutes circonstances*, pour une information et un compte-rendu de l'actualité objectifs au possible, le tout dans le respect de *la hiérarchie de l'information* et des *règles éthiques*. C'est ainsi, et seulement ainsi, que la fracture entre la profession journalistique et une partie de nos concitoyens pourra être réduite, voire disparaître.

La quatrième tribune est signée par quelqu'un qui n'est plus à présenter dans le milieu journalistique : Jean-François Kahn. L'ancien journaliste, fondateur de *L'Événement du Jeudi* en 1984 et de *Marianne* en 1997 – dont il est le rédacteur en chef pendant dix ans – et plus récemment auteur de *M la maudite*, chez Tallandier (2018, 678 pages). Pour lui, cette crise doit être le catalyseur d'une sévère autocritique de la part des médias.

Les « Gilets Jaunes », pour qui les a observés, et tenté de les comprendre, *de rond-point en rond-point*, ont été dès le début le résultat d'une fusion. Un mélange entre des expressions de colère et de haine, entre une *générosité ouverte* et *des rancœurs fermées*, entre le rouge et le noir, entre militants des deux extrêmes, entre l'abject et le sublime², pour

² Dans une interview accordée à *Ouest France* le 16 décembre 2018, l'ancienne Garde des Sceaux a dit voir dans le mouvement *du sublime et des traces de choses abjectes*.

reprendre les *fort bons mots de Christiane Taubira, entre le poignant et le poisseux, un lumineux besoin de communion et la haine assassine du hors-communion*. C'est par cette gradation que l'essayiste octogénaire ouvre sa tribune, comme pour nous rappeler qu'il est bien impossible de généraliser un propos sur les « Gilets Jaunes » à la totalité du mouvement.

Mais voilà. C'est bien une généralisation du mouvement qu'on effectué les médias dans les premières semaines de mobilisation, occultant ainsi ce qu'ils ne voulaient pas voir et préférant voir une confirmation de ce qu'ils pensaient et nous assénaient à l'envi. *Le Monde ne nous offrit-il pas une description idyllique de la belle « fusion », sur certains ronds-points, de militants lepénistes et mélenchonistes ?*, ajoute-t-il.

Tout a commencé lorsque l'on a sorti d'on ne sait pas vraiment où cette étiquette de « populisme », qui a permis de qualifier tous ceux et tout ce qui n'était *pas conforme à la conception de l'ordre établi*. Et de fil en aiguille, on en est vite arrivé à penser que ce qui diabolisait le principe était la racine « peuple » du mot, et, ainsi, par un concept-valise et paresseux, faire *les choux gras* du Rassemblement National (RN).

Et c'est alors qu'arrive, le 17 novembre 2018, un réel mouvement populiste (au sens où c'est bien le peuple qui est le mouvement) émerge. Et tous (*Le Monde ne fut pas le seul à en être*) applaudirent, *au moins dans un premier temps, à tout rompre*. Le peuple *s'ébrouait*, et désormais quiconque ne jouait pas *du violon sous son balcon, ou plutôt sur ses ronds-points*, en était considéré comme ennemi. Et l'on sait comment finissent ceux rangés sous le qualificatif « ennemi du peuple ».

En conséquence, l'extrême-droite, servie par les médias de gauche qui sous la politique du « Cachez ces questions de sécurité que je ne saurais voir » (ou d'immigration, c'est au choix) et de la lepénisation de quiconque oserait se refuser à *tout déni du réel à propos des réactions suscitées par l'ampleur des flux migratoires*, a vu ses rangs se remplir d'électeurs qui ne se reconnaissaient plus dans le discours et les propos tenus par les politiques de gauche.

Aussi lorsque le mouvement est né, soutenu, et, selon Jean-François Kahn, partiellement initié par l'extrême-droite, tous ceux *qui dressaient des listes d'intellectuels suspects d'être récupérables par le Rassemblement National firent assaut d'enthousiasme laudateur*. Mais leur manichéisme a buté contre un fait inattendu. Pour la première fois depuis la Libération, la gauche radicale (et avec elle, soumise, la gauche *pépère*), habituée à soutenir les mouvements syndicaux et/ou associatifs qui se voulaient les porte-paroles des mécontentements issus des tréfonds de la France, s'est ralliée à une entreprise d'abord *relayée et boostée* par le RN jusqu'à se fondre avec elle, et, résultat, sur les réseaux sociaux, on ne sait plus qui est qui.

Ces faits ne sont pas sans précédents historiques. Dans les années 1930, le chef du KPD, le parti communiste (stalinien) allemand, Ernst Thälmann, écrivait que « *la social-démocratie, en évoquant le spectre du fascisme, tente de détourner les masses d'une action vigoureuse contre la dictature du capital* ». Devrait-on donc se résigner à l'apparition – plausible – d'un *fascisto-néo bolchevisme*, ou au minimum, à l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir, s'imaginant qu'ainsi *la gauche pourrait se refaire* ? Comment, après avoir excommunié – à tort, reconnaît l'écrivain – et toute notion d'identité, *manifeste à côté des identitaires* ?

Comment donc appeler à un « front républicain » pour avoir une majorité d'ores et déjà factice quand l'extrême-droite devient largement majoritaire sans compromis ? Comment dénoncer de possibles complaisances entre la droite et l'extrême-droite quand cette dernière n'en a pas besoin ? Un effondrement total risquant de déboucher *sur une catastrophe stratégique*.

Il a donc fallu attendre longtemps, après l'exaltation causée par ce « front populaire » pour que l'on se rende compte que ce mouvement *charriait [le] pire à côté du meilleur*. La raison ? Des *relents de romantisme révolutionnaire post-adolescent*, peut-être. Reste que ce qu'il y avait d'enthousiasmant dans le mouvement a tellement été souligné qu'ont été un (long) moment oubliés les « dérapages » antisémites, racistes, homophobes... Ces *toasts beurrés de haine* servis chaque matin, cette ultraviolence verbale muée en attaques physiques (tristes résultats de la *convergence des zadistes de gauche et des zadistes de droite*), ce rejet de la démocratie représentative, ces *hallucinations complotistes* et ces *attaques réitérées contre les symboles du secteur public* (puisque pour être représentant de « Gilets Jaunes » il fallait n'avoir jamais été syndicalisé ou milité dans un parti), tout cela n'interpellait-il pas nos médias ?

Quelles étaient les autres récriminations sur les ronds-points ? Le « déni de démocratie » *qui consista à faire passer, sans retour devant les électeurs, un traité constitutionnel qui avait été refusé par référendum*. Or cette manœuvre avait été cautionnée par les médias (dont Le Monde) qui s'étaient abstenus de la critiquer, préférant incendier le Premier Ministre grec *qui avait osé demander l'avis de son peuple*. Quoi d'autre ? Le CICE, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, *qui fit remise aux entreprises de 43 milliards d'euros sans aucun ciblage* et qui, là encore, avait été encensé par les médias, qui avaient salué « un tournant. » Comment donc, lorsque l'on est un média, donner raison et couvrir perpétuellement un mouvement en désaccord avec ce qui a pu être, dit, fait et acclamé par ces mêmes médias ? *On ne peut sanctifier un mouvement qui rejette et même diabolise tout ce qu'on avait précédemment sanctifié.*

Tout le monde a fait, fait, et fera des erreurs, dit l'ancien journaliste qui reconnaît d'ailleurs avoir prononcé *une condamnable incongruité* lors de l'affaire DSK³ qui avait été à raison relevée par Le Monde. Pourquoi donc ne pas mettre sur la table et reconnaître tout ce qui a pu être dit ou fait d'idiot par le passé (la *catastrophe que fut l'intervention en Libye* ou la *défense d'un scrutin électoral qui veut que 24 % des suffrages valent 70 % des députés*), les grands médias compris ?

Ce « travail sur soi » s'impose. Alors que les attaques et les critiques cinglantes ne cessent de fuser, si l'on tente à nouveau de *s'exonérer*, les ravages risquent d'être colossaux.

Alors, *que faire* ? Si les trois premiers tendent à innocenter les médias ou du moins leur accorder des circonstances atténuantes dans la responsabilité de cette « bouquémissairisation » la quatrième tribune est bien plus critique à l'encontre des médias. Et c'est largement à raison. Si j'ai pu être en désaccord avec la plupart des propos de Jean-François Kahn par le passé, il me faut ici reconnaître qu'il a en partie raison dans son texte. Le journalisme, pour ne pas sombrer dans l'océan de critiques diverses et variées dans lequel il se voit pris, doit se réformer au plus vite, oublier la sempiternelle course à l'audience ou aux ventes qui décourage les citoyens désireux de s'informer et qui se jettent dans les bras des réseaux sociaux et de leurs multiples infox. Comme Alexis Lévrier, je pense également qu'il faut une profonde remise en question des écoles de journalisme tant dans leur recrutement que dans leurs débouchés. En tant que « journaliste » pour le collège puis pour le lycée (avec L'Ordonnance), il est bien nécessaire de rappeler que c'est l'avenir de la profession qui se joue avec cette crise qui, si l'on sait en tirer les leçons qui s'imposent, pourra lui être bénéfique comme dévastatrice. Et, dans le second cas, cette crise s'étendra à la République et à la Démocratie.

Louis RUBELLIN (1L1), le 5 mars 2019

³ Le fameux *troussage de bonne* sur France Culture le 16 mai 2011.